









# Procedure file

Informations de base	
<p>COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure <a href="#">2016/0360A(COD)</a> codécision) Règlement</p> <p>Règlement sur les exigences de fonds propres: ratio de levier, ratio de financement net stable, exigences de fonds propres et d'engagements éligibles, risque de crédit de contrepartie, risque de marché, expositions sur une contrepartie centrale, expositions sur des organismes de placement collectif, grands risques, exigences en matière d'élaboration de rapports et de publication d'informations</p> <p>Modification Règlement (EU) No 648/2012 <a href="#">2010/0250(COD)</a> Modification Règlement (EU) No 575/2013 <a href="#">2011/0202(COD)</a></p> <p>Sujet 2.50.03 Marchés financiers, bourse, OPCVM, investissements, valeurs mobilières 2.50.04 Banques et crédit 2.50.08 Services financiers, information financière et contrôle des comptes 2.50.10 Surveillance financière</p> <p>Priorités législatives <a href="#">Déclaration conjointe 2018</a> <a href="#">Déclaration conjointe 2017</a></p>	<p>En attente de la position du Conseil en 1ère lecture / convocation de la conciliation budgétaire</p> <p>04/07/2018 Décision d'entamer des négociations interinstitutionnelles confirmée en plénière (Art. 69c)</p>

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	<b>ECON</b> <a href="#">Affaires économiques et monétaires</a>	 <a href="#">SIMON Peter</a>	24/11/2016
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 <a href="#">KARAS Othmar</a>	
		 <a href="#">FOX Ashley</a>	
		 <a href="#">NAGTEGAAL Caroline</a>	
		 <a href="#">CARTHY Matt</a>	
		 <a href="#">GIEGOLD Sven</a>	
		 <a href="#">VALLI Marco</a>	
		 <a href="#">ZANNI Marco</a>	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	<b>ITRE</b> <a href="#">Industrie, recherche et énergie</a>	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
	<b>JURI</b> <a href="#">Affaires juridiques</a>	La commission a décidé de ne pas donner d'avis.	
Conseil de l'Union européenne	Formation du Conseil	Réunion	Date

Commission européenne	<a href="#">Affaires économiques et financières ECOFIN</a>	<a href="#">3619</a>	25/05/2018
	DG de la Commission	Commissaire	
Comité économique et social européen	<a href="#">Stabilité financière, services financiers et union des marchés des capitaux</a>	DOMBROVSKIS Valdis	

Événements clés			
23/11/2016	Publication de la proposition législative	<a href="#">COM(2016)0850</a>	Résumé
01/02/2017	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture/lecture unique		
19/06/2018	Vote en commission, 1ère lecture/lecture unique		
19/06/2018	Décision de la commission parlementaire d'ouvrir des négociations interinstitutionnelles à travers d'un rapport adopté en commission		
28/06/2018	Dépôt du rapport de la commission, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">A8-0242/2018</a>	Résumé
26/02/2019	Approbation en commission du texte adopté en négociations interinstitutionnelles de la 1ère lecture	PE636.103 GEDA/A/(2019)001585	
15/04/2019	Débat en plénière		
16/04/2019	Décision du Parlement, 1ère lecture/lecture unique	<a href="#">T8-0369/2019</a>	

Informations techniques	
Référence de procédure	2016/0360A(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
	Modification Règlement (EU) No 648/2012 <a href="#">2010/0250(COD)</a> Modification Règlement (EU) No 575/2013 <a href="#">2011/0202(COD)</a>
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114
Base juridique modifiée	Règlement du Parlement EP 150
Consultation obligatoire d'autres institutions	<a href="#">Comité économique et social européen</a>
Étape de la procédure	En attente de la position du Conseil en 1ère lecture / convocation de la conciliation budgétaire
Dossier de la commission parlementaire	ECON/8/08561

Portail de documentation					
Document de base législatif		<a href="#">COM(2016)0850</a>	23/11/2016	EC	Résumé
Document annexé à la procédure		<a href="#">SWD(2016)0377</a>	23/11/2016	EC	
Document annexé à la procédure		<a href="#">SWD(2016)0378</a>	23/11/2016	EC	

Avis motivé	SE_PARLIAMENT	PE601.136	10/03/2017	NP	
Banque centrale européenne: avis, orientation, rapport		<a href="#">CON/2017/0046</a> <a href="#">JO C 034 31.01.2018, p. 0005</a>	08/11/2017	ECB	Résumé
Projet de rapport de la commission		<a href="#">PE613.409</a>	11/12/2017	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE616.799</a>	02/02/2018	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE616.834</a>	05/02/2018	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE616.835</a>	05/02/2018	EP	
Amendements déposés en commission		<a href="#">PE616.836</a>	05/02/2018	EP	
Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">A8-0242/2018</a>	28/06/2018	EP	Résumé
Lettre de la Coreper confirmant l'accord interinstitutionnel		GEDA/A/(2019)001585	15/02/2019	CSL	
Texte adopté du Parlement, 1ère lecture/lecture unique		<a href="#">T8-0369/2019</a>	16/04/2019	EP	

## 2016/0360A(COD) - 23/11/2016 Document de base législatif

OBJECTIF: réduire l'effet de levier des institutions financières et renforcer leurs exigences de fonds propres (réforme du secteur bancaire de l'UE).

ACTE PROPOSÉ: Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN: le Parlement européen décide, conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : à la suite de la crise financière qui s'est produite en 2007-2008, l'Union a mis en œuvre une réforme substantielle du cadre réglementaire des services financiers pour renforcer la résilience de ses institutions financières. Cette réforme reposait en grande partie sur des normes convenues au niveau international.

Parmi ces nombreuses mesures, le paquet de réformes comprenait le [règlement UE\) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil](#) sur les exigences de fonds propres (CRR) et la [directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil](#) sur les exigences de fonds propres (CRD), adoptés en 2013, qui énoncent des exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit (banques) et aux entreprises d'investissement et des règles de gouvernance et de surveillance.

Si la réforme a rendu le système financier plus stable et plus résistant face à de nombreux types de crises et de chocs futurs, elle n'a pas abordé tous les problèmes identifiés.

Dans sa [communication du 24 novembre 2015](#) intitulée «Vers l'achèvement de l'union bancaire», la Commission européenne s'est engagée à présenter des propositions législatives fondées sur les accords internationaux afin de remédier aux lacunes du cadre prudentiel actuel qui ont été mises en évidence.

ANALYSE D'IMPACT : le comité d'examen de la réglementation a émis un avis positif sur une nouvelle analyse d'impact en septembre 2016. La simulation réalisée a montré que les ressources publiques nécessaires pour soutenir le système bancaire en cas de crise financière de taille similaire à celle de 2007-2008 diminueraient de 32%, passant de 51 milliards EUR à 34 milliards EUR.

CONTENU : la proposition apporte des modifications au règlement sur les exigences de fonds propres (CRR) afin de parachever le programme de réforme bancaire en corrigeant les faiblesses que présente encore le cadre réglementaire et en mettant en place des pans de la réforme, essentiels pour garantir la résilience des établissements, qui n'ont été que récemment finalisés par les organismes mondiaux de normalisation, à savoir, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) et le Conseil de stabilité financière (CSF).

Ces modifications portent sur :

- une obligation contraignante en matière de ratio de levier pour empêcher les établissements de jouer sur un levier excessif, par exemple pour compenser une faible rentabilité ;
- un ratio de financement stable net (net stable funding ratio ou NSFR) contraignant, qui établira une norme harmonisée sur le volume des sources de financement stables à long terme dont les établissements ont besoin pour résister aux périodes de tensions sur les marchés et de difficultés de financement ;
- des exigences de fonds propres plus sensibles au risque, en particulier pour les établissements qui négocient un volume important de valeurs mobilières et de dérivés ;

- de nouvelles normes sur la capacité totale d'absorption des pertes (total loss-absorbing capacity ou TLAC) des établissements d'importance systémique mondiale (EISm), qui leur imposeront d'accroître leur capacité d'absorption des pertes et de recapitalisation, et renforceront la capacité de l'UE de procéder à la résolution des EISm défaillants avec des risques minimisés pour les contribuables.

La présente proposition de modification du règlement (UE) n° 575/2013 fait partie d'un ensemble de mesures législatives comprenant également des modifications à la directive 2013/36 /UE (directive sur les exigences de fonds propres), à la [directive 2014/59/UE](#) relative au redressement et à la résolution des banques (BRRD) et au [règlement \(UE\) n° 806/2014](#) établissant le mécanisme de résolution unique (règlement MRU).

## 2016/0360A(COD) - 08/11/2017 Banque centrale européenne: avis, orientation, rapport

---

AVIS de la Banque centrale européenne (BCE) sur les modifications du cadre de l'Union pour les exigences de fonds propres des établissements de crédit et des entreprises d'investissement.

La BCE est favorable au programme de réformes du secteur bancaire lancé par la Commission, qui mettra en œuvre, dans la législation de l'Union, des éléments importants du programme de réforme réglementaire mené à l'échelle internationale. La proposition de la Commission devrait considérablement renforcer l'architecture réglementaire, contribuant ainsi à réduire les risques dans le secteur bancaire.

La BCE a examiné les questions revêtant une importance particulière pour la BCE, en les organisant en deux parties: 1) modifications du cadre réglementaire et prudentiel actuel de l'Union; et 2) mise en œuvre des normes de surveillance convenues au niveau international.

Mise en œuvre de la norme internationale d'information financière 9 (IFRS 9): les modifications qu'il est proposé d'apporter au CRR prévoient une période d'introduction progressive des dispositions sur les pertes de crédit attendues figurant dans IFRS 9, afin d'atténuer l'incidence de cette norme sur les fonds propres de base de catégorie 1 exigés par la réglementation pour les établissements de crédit.

La BCE recommande que la période de mise en œuvre des mesures transitoires de IFRS 9 débute le 1<sup>er</sup> janvier 2018, avec une instauration linéaire progressive. C'est pourquoi la présidence du Conseil est invitée à accélérer l'adoption de la législation mettant en œuvre les dispositions transitoires pour IFRS 9.

En outre, la BCE estime qu'il serait préférable que l'introduction progressive ne s'applique qu'à la réduction initiale des fonds propres de base de catégorie 1 au 1<sup>er</sup> janvier 2018 (approche statique), et non aux montants des pertes attendues calculés selon IFRS 9 à la date de déclaration pertinente pendant la période transitoire (approche dynamique), dans la mesure où cette seconde approche retarderait en pratique la pleine application de IFRS 9.

Les mesures transitoires devraient avoir un caractère contraignant à l'égard de tous les établissements.

Proportionnalité en matière de déclaration: la BCE estime qu'une place plus systématique devrait être accordée, dans l'ensemble du CRR, à l'application cohérente du principe de proportionnalité. Il conviendrait d'identifier les cas particuliers dans lesquels un traitement plus proportionné permettrait de réduire les coûts de mise en conformité sans porter atteinte au régime de surveillance prudentielle.

Une approche plus proportionnée pourrait également être prévue, notamment dans les domaines de la gouvernance interne et de l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience, ainsi que de la rémunération et des obligations de publication.

Risque de crédit et risque de crédit de contrepartie BCE: la BCE recommande que le CRR soit modifié afin de demander à IABE de élaborer des normes techniques de réglementation assorties de critères d'évaluation précis pour la méthode du modèle interne (internal model method - IMM) et la méthode avancée d'ajustement de l'évaluation de crédit (advanced credit valuation adjustment - A-CVA).

Ces normes techniques de réglementation devraient exposer de manière plus détaillée l'évaluation du caractère significatif des modifications ou extensions des modèles, à la fois pour l'IMM et l'A-CVA.

Ratio de levier: la BCE soutient l'introduction d'une exigence en matière de ratio de levier dans le droit de l'Union et son calibrage à 3 %, ce qui est conforme aux normes du Comité de Bâle et aux recommandations de IABE (30). Elle recommande que la mise en œuvre détaillée, dans l'Union, des normes en matière de ratio de levier prenne dûment en compte les conclusions des discussions internationales actuellement menées, notamment au sein du Comité de Bâle, ainsi que toute autre nouvelle évolution au niveau international.

Ratio de financement stable net (net stable funding ratio - NSFR): la BCE note que les modifications qu'il est proposé d'apporter au CRR s'écartent des normes du Comité de Bâle concernant le traitement des actifs liquides de haute qualité (high quality liquid assets -HQLA) de niveau 1, le traitement des risques de financement futurs liés aux contrats dérivés et le traitement des opérations de prêt garanties. Elle formule un certain nombre d'observations à cet égard.

Révision du portefeuille de négociation: la BCE considère comme un ajout opportun les modifications qu'il est proposé d'apporter au CRR afin de permettre aux établissements détenant de petits portefeuilles de négociation d'utiliser des approches simplifiées. Elle estime toutefois, que l'approche simplifiée devrait être suffisamment sensible au risque et se traduire par des exigences de fonds propres adéquates par rapport aux nouvelles approches applicables aux établissements de crédit de plus grande taille.

## 2016/0360A(COD) - 28/06/2018 Rapport déposé de la commission, 1ère lecture/lecture unique

---

La commission des affaires économiques et monétaires a adopté le rapport de Peter SIMON (S&D, DE) sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant le règlement (UE) n° 575/2013 en ce qui concerne le ratio de levier, le ratio de financement stable net, les exigences en matière de fonds propres et d'engagements éligibles, le risque de crédit de contrepartie, le risque de marché, les expositions sur contreparties centrales, les expositions sur organismes de placement collectif, les grands risques et les exigences de déclaration et de publication, et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012.

La commission compétente a recommandé que la position du Parlement européen adoptée en première lecture dans le cadre de la procédure législative ordinaire modifie la proposition de la Commission comme suit.

La proposition de modification du règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil sur les exigences de fonds propres (CRR) prévoit un ratio de levier contraignant, destiné à empêcher les banques de jouer excessivement sur l'effet de levier, et un ratio de financement stable net contraignant.

Elle renforce les exigences de fonds propres sensibles au risque pour les banques qui sont très actives dans la négociation de titres et de produits dérivés. En outre, elle oblige les établissements d'importance systémique mondiale (EISm) à détenir un niveau minimum de fonds propres et autres instruments qui supporteront les pertes en cas de résolution. Cette exigence, connue sous le nom de «capacité totale d'absorption des pertes» (TLAC), serait incluse dans le système existant de MREL (exigence minimale de fonds propres et d'engagements éligibles), qui s'applique à toutes les banques.

Les amendements insistent en particulier sur :

- l'introduction d'une définition des petites institutions non complexes pour simplifier de manière ciblée les exigences relatives à l'application du principe de proportionnalité et la nécessité de tenir compte de la taille et du profil de risque d'une institution petite et non complexe par rapport à la taille globale de l'économie nationale dans laquelle cette institution opère principalement;
- la possibilité pour les autorités de contrôle existantes d'user de leur pouvoir discrétionnaire pour adapter le seuil aux circonstances nationales. Des critères qualitatifs supplémentaires garantiraient qu'une institution n'est considérée comme une petite institution non complexe et ne peut bénéficier des règles pertinentes en matière de proportionnalité accrue que si elle remplit tous les critères pertinents;
- la possibilité pour les établissements de petite taille d'appliquer une version simplifiée du ratio de financement stable net (NSFF) qui nécessiterait la collecte d'un nombre moins important de points d'information, ce qui réduirait la complexité du calcul pour les établissements de petite taille du point de vue de la proportionnalité;
- la nécessité d'introduire une surcharge de ratio de levier pour les institutions désignées comme institutions d'importance systémique mondiale (EISm), dès lors que de telles institutions en difficulté financière affaiblissent l'ensemble du système financier, ce qui risque d'entraîner un resserrement du crédit dans l'Union; le ratio d'endettement des EISm devrait donc être augmenté de 50 % des exigences pondérées en fonction du risque d'absorption des pertes plus élevées d'un EISm, en plus du seuil minimal de 3%;
- l'importance, lors de la transposition de la norme TLAC dans le droit de l'Union, de veiller à ce que les institutions remplissent le plus rapidement possible les exigences fixées pour les fonds propres et les engagements éligibles afin d'assurer une absorption sans heurts des pertes et une recapitalisation dans la résolution;
- la nécessité d'une période d'application progressive pour garantir que l'application des normes FRTB ne se traduise pas par une augmentation soudaine des exigences de fonds propres globales pour risque de marché et n'entraîne pas de diminution des exigences de fonds propres pour risque de marché par rapport à une situation de statu quo;
- l'application par les institutions financières de politiques de rémunération non sexistes, ainsi que la clarification des exigences de déclaration en matière de rémunération.

Un amendement souligne enfin le rôle essentiel que jouent les obligations souveraines en tant qu'actifs liquides et de qualité pour les investisseurs et une source sûre de financement pour les États. Toutefois les établissements financiers de certains États membres ont investi de manière excessive dans des obligations émises par leur propre gouvernement. Les banques devraient dès lors continuer à diversifier leurs portefeuilles d'obligations souveraines.